

CONTEXTE NATIONAL

Le recensement de la population de 1999 a permis d'actualiser le zonage en aires urbaines (ZAU), élaboré en 1997. Ce zonage rend compte des modes de vie des Français : il repose sur les migrations des actifs ayant un emploi et non directement sur les dynamiques démographiques. Il distingue les espaces à dominante rurale des espaces à dominante urbaine (composés des aires urbaines et des communes multipolarisées). Dans ces nouvelles délimitations, 48 millions d'habitants vivent dans un espace à dominante urbaine, dont 45 millions dans une aire urbaine (contre 41 millions en 1990). On dénombre aujourd'hui 354 aires urbaines contre 361 en 1990 ; 18 sont nouvelles tandis que 25 aires urbaines de 1990 ne sont plus qualifiées ainsi en 1999. La poursuite de l'urbanisation de la France métropolitaine se confirme. En effet, les aires urbaines se sont étendues aux communes en forte croissance démographique entre 1990 et 1999. De plus, la population a continué d'augmenter dans les territoires déjà urbains. Durant la période 1990-1999, les aires urbaines se développent globalement selon le schéma classique de l'étalement urbain : le taux de croissance de la population est de plus en plus élevé à mesure que l'on s'éloigne du centre. Cet étalement est toutefois plus ou moins marqué selon les aires. Mais si ce modèle reste dominant, d'autres types de développement urbain s'affirment. Ainsi, pour certaines aires, l'évolution de la population est en fort retrait dans la banlieue et au contraire vive dans la ville-centre. Pour d'autres, dont les plus dynamiques du territoire, la forte progression de la banlieue dépasse celles de la couronne périurbaine et de la ville-centre. Aujourd'hui, près des trois quarts de la population vit en milieu urbain, soit en ville, soit dans un territoire directement sous son influence, comme la banlieue ou la couronne périphérique. Entre 1962 et 1999, la proportion de Français vivant dans l'espace à dominante rurale est passée de 29 % à 23 %. La France se distingue des autres pays de l'Union européenne par le grand nombre de communes qui maillent son territoire (36 600).

En 2002, quatre régions (Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord - Pas-de-Calais) concentrent la moitié du produit intérieur brut (PIB) national. Le développement des services, la diminution de la part de la construction et de l'agriculture se confirment sur tout le territoire national. Cependant chaque région garde ses spécificités. L'Île-de-France confirme sa prépondérance dans le secteur de l'industrie et surtout dans celui des services. Les régions du nord et de l'est de la France demeurent plutôt industrielles, celles du sud s'affirment dans les services. À l'ouest et au centre, l'agriculture conserve un poids non négligeable. Dans les trente années à venir, si les tendances passées se maintiennent, la population continuera à se concentrer au sud de la France. En revanche, elle diminuera dans une large bande allant du quart nord-est du pays (excepté l'Alsace) jusqu'au Massif Central.

SITUATION EN PICARDIE : FAITS MARQUANTS

- 39 % des Picards vivent dans une commune rurale.
- Un solde migratoire négatif dans les communes urbaines.
- Un PIB par habitant qui place la Picardie au 19^e rang des régions de France métropolitaine.
- Un taux de chômage supérieur à la moyenne, mais qui suit la tendance nationale.

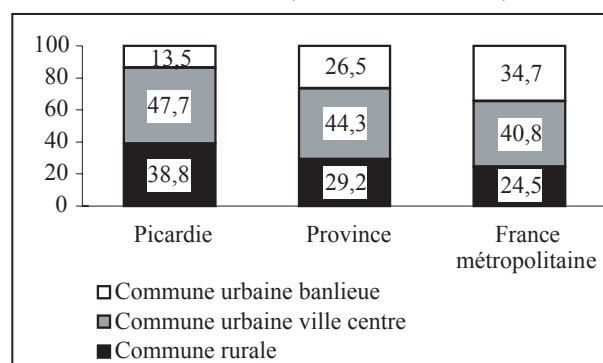
● Plus d'un Picard sur trois vit dans une commune rurale

En Picardie, 48 % de la population vit dans une ville centre. Cette proportion est nettement supérieure à la moyenne nationale (40 %). La proportion des « banlieusards » est quant à elle très inférieure dans la région par rapport à la moyenne nationale puisque seulement 14 % des Picards vivent dans des communes de banlieue contre 35 % en France métropolitaine (27 % pour la province).

La population rurale est pour sa part plus importante en Picardie qu'en moyenne nationale : 39 % des Picards vivent dans une commune rurale contre 25 % en France métropolitaine et 29 % en province.

Entre 1990 et 1999, la répartition de la population suivant les différentes natures de communes est restée stable aussi bien en Picardie qu'en France métropolitaine.

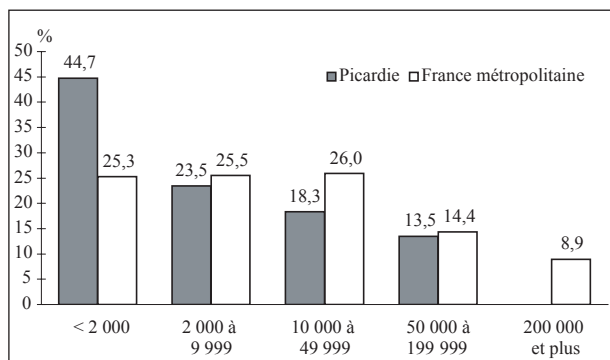
Répartition de la population suivant la nature des communes (délimitations 1999)



Source : INSEE RP 99

LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition des communes selon leur population légale* au recensement de la population de 1999



Source : INSEE RP 99

*population totale + population municipale (maisons de retraite, militaires...)

● 45 % des Picards vivent dans une commune de moins de 2 000 habitants

La Picardie se caractérise par un grand nombre de communes. Au recensement de 1999, on en dénombre 2 292. 93 % des communes comptent moins de 2 000 habitants et rassemblent 45 % de la population légale (contre 25 % en France métropolitaine). 129 communes ont entre 2 000 et 9 999 habitants, ce qui représente 23 % de la population légale (contre 25 % au niveau national). Les communes de 10 000 à 49 999 habitants sont au nombre de 19 et regroupent 18 % de la population légale (contre 26 % au niveau national). Seules trois communes (Amiens, Saint-Quentin et Beauvais) comptent entre 50 000 et 199 999 habitants, rassemblant 13 % de la population légale.

Population dans les catégories du zonage en aires urbaines (nouvelles délimitations)

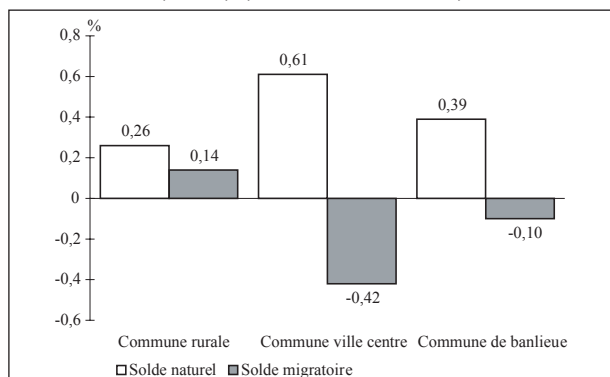
	Nombre de communes	Population		Évolution 90-99
		Nb	%	
Espace à dominante urbaine	1 370	1 433 758	77%	0,4
Aires urbaines	960	1 201 819	65%	0,3
Pôles urbains	105	690 906	37%	0,1
Couronnes périurbaines	855	510 913	28%	0,5
Communes multipolarisées	410	231 939	12%	0,6
Espace à dominante rurale	922	423 347	23%	0,1
Ensemble	2 292	1 857 105	100%	0,3

Source : INSEE RP 90-99

● 23 % des Picards vivent dans un espace à dominante rurale

Le zonage en aires urbaines est construit à partir des unités urbaines et des déplacements domicile-travail pour mesurer l'influence des villes et distinguer l'espace à dominante urbaine de l'espace à dominante rurale. En 1999, 77 % de la population réside dans un espace à dominante urbaine (contre 82 % en France métropolitaine).

Taux de variation annuel moyen en 1990-1999 (en %) (délimitations 1999)



Source : INSEE RP 90-99

● Solde migratoire négatif dans les communes urbaines

Entre 1990 et 1999, le solde naturel est positif pour tous les types de communes. En ce qui concerne le solde migratoire, seules les communes rurales ont connu un solde positif. La croissance de la population picarde résulte donc d'un excédent des naissances sur les décès qui compense les départs.

Pôle urbain : unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Couronne périurbaine : ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

Communes multipolarisées : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Espace à dominante urbaine (ou ensemble des espaces urbains) : ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées.

Espace à dominante rurale : ensemble des communes n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine. Dans cet espace, on définit des aires d'emploi de l'espace rural.

LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

● Un PIB par habitant qui place la Picardie au 19^e rang

Avec un PIB de 39,2 milliards d'euros, la Picardie n'a contribué qu'à 2,5 % du PIB national en 2003. Au sein de la région, c'est le département de l'Oise qui est plus productif. Entre 1998 et 2003, le taux de croissance annuel moyen est un peu plus faible en Picardie (2,4 %) qu'en France (3,7 %).

Pour chaque année, le ratio du PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale l'écart s'accroissant depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Son montant de 20 939 € classe la Picardie à la 19^e place sur les 22 régions métropolitaines largement dominées par l'Île-de-France (39 960 €).

La région se caractérise par un secteur industriel important et des services moins présents qu'ailleurs. C'est un schéma qui s'étend à l'ensemble des régions entourant l'Île-de-France.

● Une économie dominée par le tertiaire

L'économie picarde est dominée, comme celle du reste de la France, par le secteur tertiaire (68 % de la valeur ajoutée de la région). Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la croissance picarde est «tirée», avant tout, par le secteur de la construction dont la progression annuelle de sa valeur ajoutée est supérieure à celle de tous les autres secteurs.

La part de l'industrie est en diminution (22 % en 2003 contre 29 % en 1996) bien que cette dernière reste en seconde position dans la région.

La contribution du secteur primaire est passée de 6 % en 1996 à 5 % en 2003.

● Un chômage plus élevé dans la région

En Picardie, le taux de chômage est toujours supérieur à la moyenne française, tout en suivant les variations de la courbe nationale (une forte augmentation dans le début des années quatre-vingt-dix suivie d'une nette diminution de 1997 à 2001). En 2004, le taux de chômage est de 10,7 % en Picardie contre 10,0 % pour l'ensemble de la France ; dans la région, seul l'Oise connaît un taux plus faible que la moyenne nationale du fait de sa proximité avec l'Île-de-France.

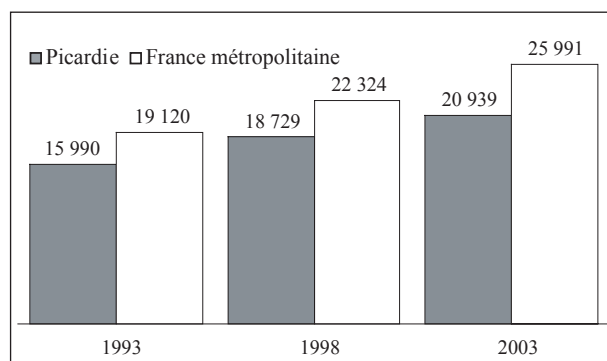
En Picardie, la part des chômeurs de moins de 25 ans est particulièrement élevée, tout comme celle des chômeurs de longue durée.

● 5 588 créations d'entreprise en 2003 dont 65 % d'entreprises nouvelles

En Picardie comme en métropole, les créations d'entreprise ont fortement progressé entre 2003 et 2004 (+ 8 %). Le nombre de reprises est en forte hausse (+ 14 %). Le retard picard n'est cependant pas comblé : le taux de création d'entreprise⁽¹⁾ s'élève à 10,8 % en Picardie contre 12,4 % en France métropolitaine en 2003.

(1) rapport du nombre d'entreprises créées en une année au stock au 31 décembre de l'année précédente

Évolution du PIB par habitant (montants en euros, en base 2000)



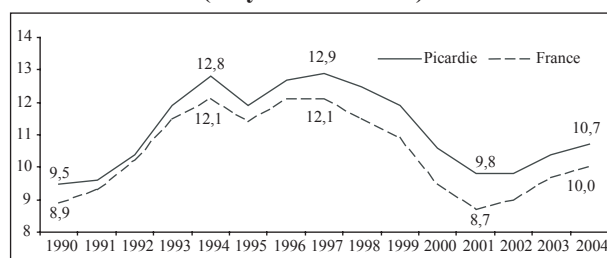
Source : INSEE (valeurs 1993 et 1998 définitives en base 2000 et 2003 semi-définitives)

Valeur ajoutée brute des principales branches d'activité en Picardie en 2002

	Valeur ajoutée en millions d'euros	Taux de variation annuelle moyenne en 1998-2003 (en %)	Part des branches (%)	
			Picardie	France métropolitaine
Primaire	1 653	-1,6	4,7	2,6
Industrie	7 678	0,1	21,8	16,1
Construction	1 947	6,5	5,5	5,6
Tertiaire	23 981	3,6	68,0	75,7
Ensemble	35 259	2,6	100	100

Source : INSEE (valeurs 2003 semi-définitives)

Taux de chômage de 1990 à 2004 (moyenne annuelle)



Source : INSEE

Nombre de créations d'entreprises selon le type de création en Picardie

	2003	2004
Créations nouvelles	3 366	3 656
Reprises	880	1 009
Réactivations	951	923
Ensemble	5 197	5 588

Source : INSEE - répertoire des entreprises et des établissements

LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

● Le nord de la région plus rural que le sud

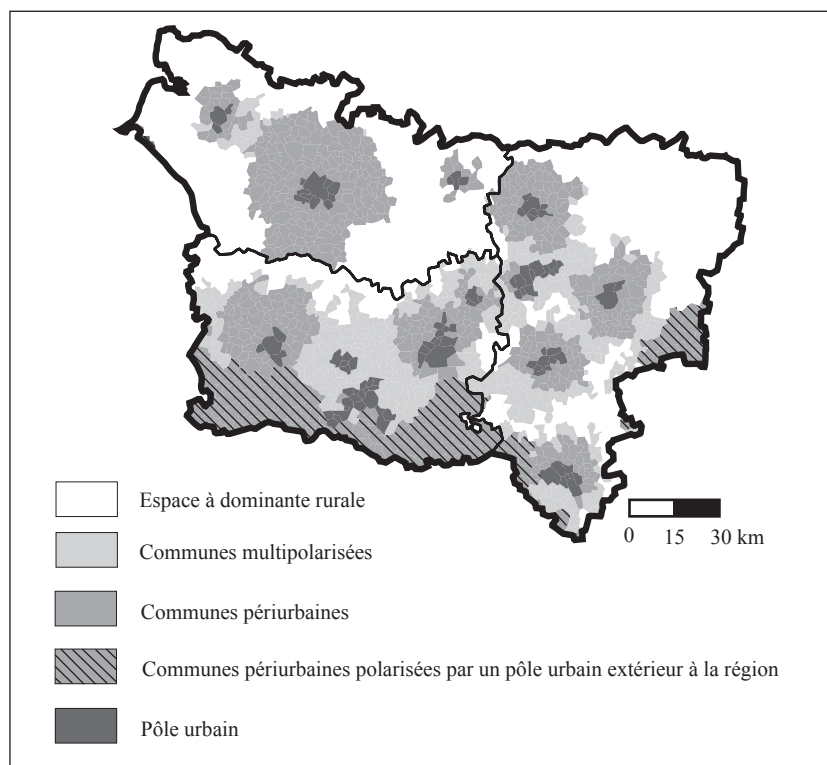
Pour étudier les villes et leur territoire d'influence, l'INSEE a défini une nomenclature spatiale : le zonage en aires urbaines (ZAU). Ce zonage décline le territoire métropolitain en quatre catégories. Les trois premières constituent l'espace à dominante urbaine : ce sont les pôles urbains, les communes périurbaines qui les complètent pour former les aires urbaines, et les communes multipolarisées. La quatrième représente l'espace à dominante rurale.

En France, 77 % de la population métropolitaine habite une aire urbaine (dans un pôle urbain ou une commune périurbaine). En Picardie, ce chiffre est plus faible avec 65 % de la population vivant dans une aire urbaine. Si l'on étudie plus précisément cette population urbaine, on remarque que la population vivant dans les couronnes périurbaines occupe une place plus importante en Picardie qu'en France avec les pôles urbains qui représentent 57 % de la population vivant dans une aire urbaine contre 79 % au niveau national.

Même si l'urbanisation est un phénomène bien réel en Picardie comme en France, la région conserve un caractère rural assez marqué. Près d'un quart de la population picarde vit dans un espace à dominante rurale contre moins d'un cinquième au niveau national. L'habitat est plus dispersé que dans la plupart des régions françaises. La carte montre également que la région a conservé (principalement dans le nord) de larges espaces très ruraux dépourvus de tout pôle urbain.

Une autre particularité de la région est d'être sous l'influence très forte de la région parisienne. C'est plus de 10 % de la population picarde (le sud du département de l'Oise) qui vit dans l'aire urbaine de la capitale.

Zonage en aires urbaines de la Picardie en 1999



Source : INSEE RP 99

Zonage en aires urbaines en 1999

			Pôle urbain	Commune périurbaine	Commune multipolarisée	Espace à dominante rurale	Total
France	Communes	Nombre	3 100	10 808	4 122	18 535	36 565
		%	8,5%	29,6%	11,3%	50,7%	100%
	Population	Nombre	35 706 853	9 345 142	2 912 170	10 556 523	58 520 688
		%	61,0%	16,0%	5,0%	18,0%	100%
Picardie	Communes	Nombre	105	855	410	922	2 292
		%	4,6%	37,3%	17,9%	40,2%	100%
	Population	Nombre	690 906	510 913	231 939	423 347	1 857 105
		%	37,2%	27,5%	12,5%	22,8%	100%

Source : INSEE RP 99